

Subject File

Technical Assistance

80-05 - Public Administration and Annex

- Part A

22/09/1962 - 21/12/1964

2/2

PLEASE RETAIN
ORIGINAL ORDER

SC
Label: be

UN ARCHIVES

SERIES S-0728

BOX 31

FILE 3

ACC. DAG 13/1.6.1.0.0

80-25

November

L/69/54

20 February 1964.

TO: Mr. W.R. Leonard, Director Bureau of Technical
Assistance Operations, New York

FROM: B.F. Osorio-Tefall, Chief of Civilian Operations

SUBJECT: Job Description

.....

As requested in your cable 605, enclosed please find
job description for post A-85, Public Administration (Or-
ganization & Methods).

DESCRIPTION DE POSTE

Titre du projet: Administration publique

No. du PSD: 6-64

No. du poste: A - 85

Titre du poste: Conseiller en administration publique (organisation et méthodes)

- Fonctions:
1. Effectuer des études et conseiller le Gouvernement sur:
 - a) les besoins minima en personnel des diverses sections et divisions des départements centraux et provinciaux;
 - b) usage effectif du personnel disponible par rapport aux dispositions de surveillance et aux conditions de travail;
 - c) coordination entre les divers départements et services;
 - d) réduction des circuits de transmission des documents officiels;
 - e) organisation du système de documentation;
 - f) aménagement des locaux;
 - g) étude rationnelle des horaires de travail;
 - h) relations avec le public.
 2. Participer, en collaboration avec un groupe d'experts des Nations Unies et d'agents du Gouvernement aux travaux de réorganisation des structures administratives du Gouvernement central et des provinces afin d'obtenir un rendement maximum des services publics.

Qualifications: Diplôme universitaire, spécialisation dans un établissement d'études administratives avec au moins cinq ans d'expérience.

Langues: Français et anglais.

Autres renseignements utiles: Le Gouvernement du Congo a réuni une commission d'étude au sein du Ministère de la Fonction Publique pour faire un relevé et mettre à exécution un programme de réforme et de rationalisation des services publics au niveau central et provincial. La commission d'étude se compose d'experts des Nations Unies en administration publique et de fonctionnaires du Ministère de la Fonction Publique. Elle relève directement du Ministre. L'expert en organisation et méthodes aura à travailler comme membre de la commission d'étude dans l'accomplissement de sa tâche.

2°.- Informer les Agents de manière permanente, et de façon aussi concrète que possible, de certains dossiers précis intéressant leur carrière (dossiers engageant promotion exceptionnelle) leur réajustement de salaire, par exemple, leur expliquer aussi souvent que possible la portée des réglementations statutaires qui les régissent (conditions de recrutement, de concours, etc.), et les mettre en mesure de comprendre le sens des initiatives que la Fonction Publique est appelée à prendre dans le cadre de ses compétences.

1°.- Reprendre et développer le programme des émissions éducatives plus spécialisées, telles sociales etc., d'une série d'émissions à caractère on effect de faire bénéficier chaque cadre technique (Douanes, Aides portant sur des thèmes administratifs généraux, l'élevage l'école de mon Département : Après ce premier cycle de conférences qui ont lieu actuellement, trois fois par semaine, nous

Mon idée est, en effet, de mettre sur pied, avec la collaboration de la RNC, une émission spéciale destinée aux fonctionnaires : "La Voix de la Fonction Publique". Cette émission, permettrait de poursuivre au double objectif :

Subséquemment à la note que Monsieur le Premier Ministre a bien voulu vous adresser sur ma demande en vue du recrutement préalable d'une tranche de techniciens en Administration Générale pour les Provinces, j'ai l'honneur de mettre à la disposition de mon Département un Expert appelé à assurer l'organisation et le fonctionnement d'un service de "public relations" avec les Agents que je voudrais créer de toute urgence.

Monsieur le Chef des Opérations Civiles,

A Monsieur Habib AHMED,
 Chef des Opérations Civiles
 de l'ONUC
 à Leopoldville/Kinshasa.

Transmis copie pour information à Monsieur le Premier Ministre.

3/2/64
 90 BE/1480
 8005

En un mot, je voudrais pouvoir réaliser une émission permanente appelée à suivre de semaine en semaine, voire de jour en jour, les activités et les efforts de ce Département.

Cependant, la mise en oeuvre d'un tel projet requiert les services d'un Technicien ne s'occupant, à plein temps, que de ce travail : Le choix des Conférenciers appelés à prendre la parole au cours des émissions, la centralisation et l'exploitation de la documentation à commenter, l'examen technique des exposés, l'organisation et la surveillance des enregistrements, la préparation des textes de présentation, les montages, contacts avec la RNC et autres organismes intéressés, le fonctionnement d'un service des Auditeurs, etc. tout cela suppose une activité quotidienne doublée d'une expérience professionnelle dans ce domaine.

L'expérience du présent cycle de causeries, qui se déroule dans des conditions techniques difficiles, est particulièrement concluante sur ce point.

J'ajouterai enfin qu'il n'est pas forcément besoin d'un Universitaire pour ce genre de travail, et qu'il me suffirait de pouvoir compter sur la collaboration d'un bon Technicien, ponctuel, dynamique, ayant à la fois une certaine expérience des techniques de la Radiodiffusion, une solide formation administrative de base et s'exprimant parfaitement en français.

Ce qui précède me conduit à vous exprimer la particulière satisfaction qui serait la mienne, si l'Organisation des Nations-Unies pouvait mettre à ma disposition un Technicien répondant aux qualifications ci-devant précisées.

Je vous remercie d'ores et déjà des suites qu'il vous paraîtra possible de réserver à la présente, et saisis cette occasion pour vous renouveler, Monsieur le Chef des Opérations Civiles, l'assurance de ma haute considération.

LE MINISTRE DE LA FONCTION PUBLIQUE,
Alofs KABANGI.

1/43/64

1 February 1964

TO: Mr. C.L. Contes, Chief
Technical Assistance Recruitment Services,
Office of Personnel, New York

FROM: R. F. Gierle-Tafall,
Chief of Civilian Operations

SUBJECT: Mr. Jean SAULNIER, Public Administration Expert

Mr. Saulnier, Public Administration Expert (Genge Fund) was appointed to ONUS on 7 March 1963, for one year. His contract will expire on 6 March next, and we recommend that it be renewed for a further period of one year.

While requesting Mr. Saulnier's extension, the Senior Consultant for Public Administration has also recommended that he be up-graded, in view of his exceptionally good performance during the past year. Mr. Saulnier's practical mind and past experience in African countries are particularly valuable in his present post, where he discharges a multiplicity of tasks with dispatch and thoroughness. I fully endorse the views of the Senior Consultant. I would also add that following a review of the status of civil servants in the French Administration, Mr. Saulnier has been re-classified with retroactive effect from 1 January 1961. As a result, he is now earning less at his present grade (P-4, step I) than he would in his own administration.

In view of his very good performance, and as we are anxious to retain his services, we recommend that he be given, exceptionally, an increase of three steps over and above the increment to which he would be entitled on 1 March 1964 — in other words, that his new contract be established at P-4, step V. We would appreciate your favorable consideration of the foregoing.

Léopoldville, le 18 décembre 1963.

Monsieur le Chef des Opérations Civiles,

J'ai l'honneur de vous transmettre une demande de reclassement que s'est remise M. Saulnier, expert de l'ONUC, affecté au Ministère de la Fonction Publique.

M. Saulnier est un des experts les plus aptes, à l'heure actuelle, à aider l'administration congolaise. Jeune, dans la force de l'âge - il a de peu dépassé la quarantaine - M. Saulnier a cependant une grande expérience des problèmes africains, qu'il doit aux fonctions d'administrateur actif qu'il a exercées pendant de nombreuses années dans différents pays de l'Afrique Noire.

Il a le sens des réalités et, s'il s'embarrasse moins que d'autres d'arguties juridiques, il allie à une pratique approfondie de l'administration de solides connaissances en droit administratif. Prompt, rapide, il est particulièrement soucieux d'efficacité.

Initialement recruté par les Nations Unies pour enseigner le droit public, M. Saulnier a très volontiers accepté d'être détaché à la Fonction Publique où de multiples tâches lui ont été confiées. Là ne se contentant pas de suggérer, de rédiger, il veille de près à la transmission des pièces, à l'évacuation des affaires.

Ces derniers mois il a joué un rôle capital dans l'élaboration des deux statuts successifs des agents de l'Etat. C'est en effet lui qui a été chargé d'établir les barèmes, de calculer dans le détail, pour chaque catégorie de fonctionnaires et d'agents, les incidences des nouvelles dispositions financières, les seules d'ailleurs auxquelles s'intéressaient vraiment les syndicats.

M. Saulnier vient d'être reclassé en France à un indice qui lui donne vocation pour une sous-préfecture importante. Il serait, à mon avis, équitable et légitime d'en tenir compte, ainsi que de ses réelles qualités administratives, pour lui accorder, dans le cadre des experts des Nations Unies, la promotion, d'ailleurs modeste, qu'il sollicite et sans laquelle il risquerait d'être lésé.

Signé: François Galy

ACTION	
UNCLASSIFIED	

80-05
Mr. Gilpin vsv

YC440 BY 42/41 31 23382 1

LTF

ONUC

LEO ;

433 ANNED REF L/205/63 RECLASSIFICATION AUBERT. TARS HAS
REVIEWED AND SUGGESTS RECLASSIFICATION TO LEVEL THREE STEP
ONE TO TAKE INTO ACCOUNT AUBERT'S SENIOR OFFICERS.

THIS RECLASSIFICATION CARRIES NO INCREASE IN SALARY. YOUR
COMMENTS REQUESTED ;

LEONARD *

00L 433 L(1-5)(1)



30-01
7 100/2
CIVOPS 10/64

Inter-Office Memo

5 January 1964

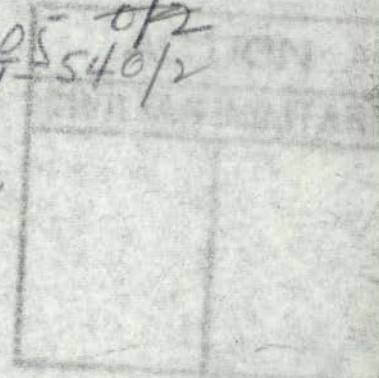
To : Mr. J. Schoellkopf, Chief of Civilian Personnel
From : S. Habib Albert, Chief of Civilian Operations
Subject : Mr. Julian AMBERT - Transfer to WIAO Account
and extension of contract

I attach herewith a copy of cable 7425 from Mr. Leonard informing us of the transfer of Mr. Julian AMBERT to the WIAO account as of 1 January 1964 and the extension of his contract through 31 July 1964. I should be grateful if you would take the necessary action to extend Mr. Albert's contract accordingly.

①

→ 80-05-0/2
1-540/2

Mr Gelpin



YC111 NY 23 31 22572 ;

LTF

ONUC

LEO ;

7425

ANNED YOUR 7255 LEONARD. JULIEN AUBERT TRANSFERRED :TAO
ACCOUNT 1 JANUARY 1964 EXTENDED THROUGH 31 JULY 1964 ;

ASTAO *

COL 7425 7255 1 1964 31 1964 "



Mr. William Goodland
Chief, Fiscal Control Section, IMAO

8 January 1963

8-1-11 COMMO(LNO) C-1

R. Documentary
Director, Programs Division, IMB

Revised RPA programs for the Camp/Leeville

In reference to your memorandum of 20 December 1963 concerning the revised Camp/Leeville programs for 1963-1964, we wish to inform you that after comparing your revisions with the final request of the Government of the Camp submitted through the office of the Resident Representative, we found the following differences:

(1) According to the Government request, URNA project No. 175-63 in Transport and Communications includes a judicial adviser in maritime law for a period of 10 months during 1964 with a cost of \$10,950. This post was not provided for in your revised program.

(2) According to the Government request, URNA project No. 176-63 in Public Administration includes four experts. One of these experts is described as an expert in the training of personnel who worked for 7 months in 1963 at a cost of \$5,250 and will work for 12 months for 1964 at a cost of \$16,320. Under your revised program, the same number and cost are included but the 1964 expert post is shown separately. While we assume that this corresponds in effect with the Government's request, we wonder in which force you wish to see the post recorded in the final approved program.

Due to the discrepancy mentioned under (1) above, there is a difference of \$10,950 in cost between the Government request in respect of URNA and your revised program. We enclose a copy of the Government request for your information and shall be glad to receive an amended URNA program in conformity with the Government request.

AMB:cs

Enclosure No. Twelve

✓ Col Ben, Insp. Commo(LNO)

L/202/63

21 December 1963.

TO: Mr. W.R. Leonard, Director,
Bureau of Technical Assistance Operations,
New York

FROM: S. Habib Ahmed, Chief of Civilian Operations

SUBJECT: Mr. Gerard Vieux - Reclassification

.....

Enclosed herewith please find copy of a letter dated 10 December 1963 from the Minister of Fonction Publique to Mr. Corsinville and copy of letter of 4 December 1963 addressed to me by Mr. F. Galy, Principal Advisor in Public Administration, recommending the reclassification of Mr. Vieux, Public Administration Expert, to the next higher grade.

As will be noted from this correspondence Mr. Vieux undoubtedly merits an upgrading from P-3 to P-4 level which I fully support. Furthermore, such an action would bring him more in line with the other experts under the Public Administration project holding the same position and possessing the same qualifications.

I therefore propose that Mr. Vieux be reclassified to the P-4 level effective 1 January 1964 and am looking forward to your early approval.

cc: Mr. J. Schoellkopf

80-05

CIV.OPS./1865/63

Léopoldville, le 28 décembre 1963

A: Monsieur F. Galy, Conseiller principal, Administration publique
De: S. Habib Ahmed, Chef des Opérations civiles
Objet: Reclassification de Monsieur J. Saulnier
Votre memorandum du 10 décembre

Le contrat actuel de M. Saulnier se terminant le 7 mars 1964, je suggère que la question de la reclassification de l'intéressé soit étudiée en même temps que celle de la prolongation de son contrat, que je serais alors heureux d'examiner avec bienveillance.

cc: M. Schoellkopf

ROUTING SLIP

FOR INFORMATION

Mr. AHMED

approved

DRAFT MEMO
(for eventual translation into
French)

To: Mr. F. Galy

From: Mr. Ahmed

Subject: Reclassification of Mr. J. Saulnier

Please refer to your memorandum of 10 December.

Since Mr. Saulnier's present contract ends on 7 March 1964, ~~may~~

I suggest that his reclassification be considered at the same time as
the extension of his contract, when I shall be happy to give it sympathetic
consideration? ,

cc: Mr. Schoellkopf

OK
mm
25/12
1865

7 March
Léopoldville, le 10 décembre 1963*Considérer un
renouvellement de
contrat.*
Monsieur le Chef des Opérations Civiles,

J'ai l'honneur de vous transmettre une demande de reclassement que m'a remise M. Saulnier, expert de l'O.N.U.C., affecté au Ministère de la Fonction Publique.

M. Saulnier est un des experts les plus aptes, à l'heure actuelle, à aider l'administration congolaise. Jeune, dans la force de l'âge - il a de peu dépassé la quarantaine - M. Saulnier a cependant une grande expérience des problèmes africains, qu'il doit aux fonctions d'administrateur actif qu'il a exercées pendant de nombreuses années dans différents pays de l'Afrique Noire.

Il a le sens des réalités et, s'il s'embarrasse moins que d'autres d'arguties juridiques, il allie à une pratique approfondie de l'administration de solides connaissances en droit administratif. Prompt, rapide, il est particulièrement soucieux d'efficacité.

Initialement recruté par les Nations Unies pour enseigner le droit public, M. Saulnier a très volontiers accepté d'être détaché à la Fonction Publique où de multiples tâches lui ont été confiées. Il ne se contente pas de suggérer, de rédiger, il veille de près à la transmission des pièces, à l'évacuation des affaires.

Ces derniers mois il a joué un rôle capital dans l'élaboration des deux statuts successifs des agents de l'Etat. C'est en effet lui qui a été chargé d'établir les barèmes, de calculer dans le détail, pour chaque catégorie de fonctionnaires et d'agents, les incidences des nouvelles dispositions financières, les seules d'ailleurs auxquelles s'intéressaient vraiment les syndicats.

M. Saulnier vient d'être reclassé en France à un indice qui lui donne vocation pour une sous-préfecture importante. Il serait, à mon avis, équitable et légitime d'en tenir compte, ainsi du reste que de ses réelles qualités administratives, pour lui accorder, dans le cadre des experts des Nations Unies, la promotion, d'ailleurs modeste, qu'il sollicite et sans laquelle il risquerait d'être lésé.

François Galy

François Galy

A : Monsieur A.C. Gilpin, Deputy Chief of civilian
Operations

DE : M. J. Saulnier, Expert en administration publique

J'ai l'honneur de renouveler ma requête du 25 avril relative à mon reclassement et pour laquelle vous aviez demandé par lettre du 3 mai de bien vouloir attendre quelques mois.

Depuis ma première lettre, ma situation en France vient d'être en partie régularisée par un reclassement prenant effet au point de vue ancienneté au 1er juillet 1960 et au point de vue pécuniaire au 1er janvier 1961.

Il en résulte que ma solde, qui lors de mon entrevue en juillet 1962 était de Fr 40.143,- nette par an, passe maintenant et avec effet rétroactif à Fr 43.976.-

Si l'on applique les règles qui ont servi de base de calcul pour mon classement, je devrais normalement avoir un contrat de P 4 échelon 5 au minimum.

Je vous serais donc reconnaissant de bien vouloir réexaminer mon cas et d'avance je vous remercie de la mesure d'équité que vous voudrez bien prendre à mon égard.

Léopoldville, le 2 décembre 1963.



ORGANISATION DES NATIONS UNIES
AU CONGO

ACG/cc



UNITED NATIONS ORGANIZATION
IN THE CONGO

BOITE POSTALE 7248
LEOPOLDVILLE
REPUBLIQUE DU CONGO
CABLE: ONUC, LEOPOLDVILLE

3 May 1963

To : Mr. S. Bouallegue
Senior Consultant, Public Administration

From : A.C. Gilpin
Deputy Chief of Civilian Operations

Subject : Request by Mr. Saulnier for reclassification

Please refer to your memorandum of 25 April.

Confirming our conversation, I suggest that you raise this matter again in a few months' time when M. Saulnier will have completed a longer period of service.

acgilpin

cc: Mr. Fulcheri

*transm. à Monsieur Saulnier
pour information
5. mai 1963
[Signature]*

COPIE

Service des Personnels de l'ancienne
Administration d'Outre-Mer
2ème Bureau

EXTRAIT

de l'arrêté du 19 Septembre 1963 portant
reclassement du personnel des Conseillers
aux Affaires Administratives

LE PREMIER MINISTRE,

VU l'Ordonnance No. 59-244 du 4 Février 1959 relative au statut général
des fonctionnaires ;

VU le décret No. 63-836 du 12 Août 1963 modifiant le décret No. 59-1378
du 8 Décembre 1959 relatif au statut particulier des Conseillers aux Affaires
Administratives ;

ARRETE

.....

ARTICLE 2. - Les Conseillers de 2ème classe aux Affaires Administratives dont
les noms suivent sont, en application des dispositions du décret No. 63-836 du
12 Août 1963 susvisé, reclassés dans leur corps ainsi qu'il suit :

M. SAULNIER, Jean

Ancienneté conservée

8e échelon 1.7.60 (*indice net 525*) néant

ARTICLE 3. - L'effet pécuniaire du présent arrêté est fixé au 1er Janvier 1961.

"Pour valoir notification".

Destinataire :

J.O. 30 Sept. 1963

80-05

CivOps 1724/63

13 December 1963

Mr. J. Schoellkopf, Chief of Civilian Personnel

S. Habib Ahmad, Chief, Civilian Operations

Mr. S. Vieux

1. I enclose herewith a copy of letter addressed by the Minister of Fonction Publique to Mr. Dorsinville and a copy of another letter of 4 December addressed to me by Mr. Faly, Principal Adviser in Public Administration, concerning the reclassification of Mr. Vieux to the next higher grade.

2. I support Mr. Galy's recommendation and I should be grateful if you would kindly obtain the approval of Headquarters, New York for the promotion of Mr. Vieux from P-3 to P-4 level effective 1 January 1964.

Léopoldville, le 4 décembre 1963

Monsieur le Chef des Opérations Civiles,

J'ai l'honneur de vous prier de bien vouloir intercéder auprès des autorités compétentes des Nations-Unies pour le reclassement de Monsieur Serge VIEUX, expert affecté à la Fonction Publique.

Monsieur VIEUX, sur ma demande, m'a remis une note, jointe à cette lettre, où il développe les raisons pour lesquelles il sollicite une promotion. Je n'en reprendrai donc pas tous les points.

Par contre, je me dois d'insister sur les éminentes qualités de Monsieur VIEUX ; qualités qu'il est extrêmement rare que le même expert réunisse.

La culture générale, la distinction, l'aisance, la facilité d'élocution et l'élégance du style de Monsieur VIEUX impressionnent et séduisent.

Ses connaissances juridiques, qu'il ne faudrait d'ailleurs pas seulement juger d'après ses diplômes (dont, entre autres, trois diplômes d'études supérieures pour le Doctorat de la Faculté de Droit de Paris), sont à la fois vastes et précises. Monsieur VIEUX a le sens du Droit, aime les discussions juridiques. Ce serait cependant une erreur de ne voir en lui qu'un intellectuel raffiné, un juriste pur. Très attiré par l'administration active, travailleur acharné, toujours sur la brèche, pensant sans cesse à ses travaux, toujours en quête de tâches nouvelles, réformes importantes ou améliorations de détail, son esprit d'initiative, son activité, son zèle, forcent l'admiration.

Bien qu'il m'ait été donné depuis plus de six mois d'observer Monsieur VIEUX - avec un autre expert nous partageons le même bureau - j'ai pensé que je me devais de consulter le Ministre de la Fonction Publique dont il est un des plus intimes et précieux collaborateurs.

Monsieur KABANGI m'a déclaré que non seulement il appuyait entièrement la requête de Monsieur VIEUX, mais qu'il entendait écrire, pour dire à quel point il l'appréciait, au Chef de la Mission de l'O.N.U.C. une lettre qu'il me demanderait de communiquer aux Opérations Civiles.

Mais je tiens personnellement à souligner qu'il est à mon sens, du plus grand intérêt pour les Nations-Unies d'encourager un expert comme Monsieur VIEUX. Or son grade et son échelon ne sont nullement ceux qui devraient être les siens.

Si, lors du recrutement, pour la détermination de la situation hiérarchique et de la rémunération d'un expert, l'âge, le rang, les fonctions antérieures, l'ancienneté administrative, sont, m'a-t-on dit, particulièrement pris en considération, ce qui est parfaitement légitime (on pourrait, d'ailleurs, au besoin montrer qu'il n'en est pas toujours ainsi), il n'y a pas de règles qui ne comportent d'exceptions. La valeur individuelle, l'ouverture d'esprit, les aptitudes professionnelles, le sens du devoir - énumération qui n'est pas limitative - doivent corriger ce que le système a forcément d'un peu arbitraire.

Ce n'est évidemment qu'à l'expérience, sur le terrain, si l'on peut s'exprimer ainsi, que les qualités d'un expert se révèlent. On ne saurait demander au Siège des Nations-Unies de les préjuger au vu du seul dossier des candidats.

Or au cours d'une période de près de seize mois, Monsieur VIEUX a largement fait la preuve de son exceptionnelle valeur.

La simple équité requiert que lui soient conférés un grade et un échelon nettement plus élevés que ceux qui lui ont été attribués. Ce ne serait nullement une faveur car des experts qui, lors de leur recrutement, n'étaient pas plus âgés que lui, ou ne le sont pas actuellement, ont, sans qu'ils puissent se prévaloir de titres plus considérables, obtenu ce que Monsieur VIEUX justement sollicite.

Ce n'est pas, encore une fois, uniquement un souci de justice ou le légitime intérêt que je porte à Monsieur VIEUX qui m'anime. L'organisation de l'administration au Congo, la formation des fonctionnaires en place et même des étudiants qui sont appelés à constituer les cadres du Pays - à laquelle Monsieur VIEUX s'est spécialement attaché - sont des tâches ardues, ingrates, décevantes. S'il y a quelque chance pour que l'administration congolaise devienne ce qu'il est indispensable

- et pas seulement pour le Congo - qu'elle soit, ce ne peut être que grâce à des experts, que n'a pas atteints le scepticisme de l'âge et qui, à l'exemple de Monsieur VIEUX, aient foi en leur mission et s'y adonnent en entier.

François Galy

F. GALY

Deux pièces jointes.

A Monsieur le Chef des Opérations Civiles
de l'ONUC
Léopoldville, Congo

Léopoldville, le 4 décembre 1963

Monsieur le Chef des Opérations Civiles,

J'ai l'honneur de vous prier de bien vouloir intercéder auprès des autorités compétentes des Nations-Unies pour le reclassement de Monsieur Serge VIEUX, expert affecté à la Fonction Publique.

Monsieur VIEUX, sur ma demande, m'a remis une note, jointe à cette lettre, où il développe les raisons pour lesquelles il sollicite une promotion. Je n'en reprendrai donc pas tous les points.

Par contre, je me dois d'insister sur les éminentes qualités de Monsieur VIEUX : qualités qu'il est extrêmement rare que le même expert réunisse.

La culture générale, la distinction, l'aisance, la facilité d'élocution et l'élégance du style de Monsieur VIEUX impressionnent et séduisent.

Ses connaissances juridiques, qu'il ne faudrait d'ailleurs pas seulement juger d'après ses diplômes (dont, entre autres, trois diplômes d'études supérieures pour le Doctorat de la Faculté de Droit de Paris), sont à la fois vastes et précises. Monsieur VIEUX a le sens du Droit, aime les discussions juridiques. Ce serait cependant une erreur de ne voir en lui qu'un intellectuel raffiné, un juriste pur. Très attiré par l'administration active, travailleur acharné, toujours sur la brèche, pensant sans cesse à ses travaux, toujours en quête de tâches nouvelles, réformes importantes ou améliorations de détail, son esprit d'initiative, son activité, son zèle, forcent l'admiration.

Bien qu'il m'ait été donné depuis plus de six mois d'observer Monsieur VIEUX - avec un autre expert nous partageons le même bureau - j'ai pensé que je me devais de consulter le Ministre de la Fonction Publique dont il est un des plus intimes et précieux collaborateurs.

Monsieur KABANGI m'a déclaré que non seulement il appuyait entièrement la requête de Monsieur VIEUX, mais qu'il entendait écrire, pour dire à quel point il l'appréciait, au Chef de la Mission de l'O.N.U.C., une lettre qu'il me demanderait de communiquer aux Opérations Civiles.

Mais je tiens personnellement à souligner qu'il est à mon sens, du plus grand intérêt pour les Nations-Unies d'encourager un expert comme Monsieur VIEUX. Or son grade et son échelon ne sont nullement ceux qui devraient être les siens.

Si, lors du recrutement, pour la détermination de la situation hiérarchique et de la rémunération d'un expert, l'âge, le rang, les fonctions antérieures, l'ancienneté administrative, sont, m'a-t-on dit, particulièrement pris en considération, ce qui est parfaitement légitime (on pourrait, d'ailleurs, au besoin montrer qu'il n'en est pas toujours ainsi), il n'y a pas de règles qui ne comportent d'exceptions. La valeur individuelle, l'ouverture d'esprit, les aptitudes professionnelles, le sens du devoir - énumération qui n'est pas limitative - doivent corriger ce que le système a forcément d'un peu arbitraire.

Ce n'est évidemment qu'à l'expérience, sur le terrain, si l'on peut s'exprimer ainsi, que les qualités d'un expert se révèlent. On ne saurait demander au Siège des Nations-Unies de les préjuger au vu du seul dossier des candidats.

Or au cours d'une période de près de seize mois, Monsieur VIEUX a largement fait la preuve de son exceptionnelle valeur.

La simple équité requiert que lui soient conférés un grade et un échelon nettement plus élevés que ceux qui lui ont été attribués. Ce ne serait nullement une faveur car des experts qui, lors de leur recrutement, n'étaient pas plus âgés que lui, ou ne le sont pas actuellement, ont, sans qu'ils puissent se prévaloir de titres plus considérables, obtenu ce que Monsieur VIEUX justement sollicite.

Ce n'est pas, encore une fois, uniquement un souci de justice ou le légitime intérêt que je porte à Monsieur VIEUX qui m'anime. L'organisation de l'administration au Congo, la formation des fonctionnaires en place et même des étudiants qui sont appelés à constituer les cadres du Pays - à laquelle Monsieur VIEUX s'est spécialement attaché - sont des tâches ardues, ingrates, décevantes. S'il y a quelque chance pour que l'administration congolaise devienne ce qu'il est indispensable

..../..

- et pas seulement pour le Congo - qu'elle soit, ce ne peut être que grâce à des experts, que n'a pas atteints le scepticisme de l'âge et qui, à l'exemple de Monsieur VIEUX, aient foi en leur mission et s'y adonnent en entier.

F. GALY

Deux pièces jointes.

A Monsieur le Chef des Opérations Civiles
de l'ONUC
Léopoldville, Congo

80-05

CIV.CPS/1741/63

Le 13 décembre 1963

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre No Cab.891 du 10 décembre 1963 adressée à M. Dorsinville, concernant les services de M. Vieux, expert des Nations Unies en administration publique, qui est affecté au Ministère de la Fonction publique.

Je partage entièrement votre estime des services de M. Vieux et suis heureux de vous informer que j'ai recommandé au Service du Personnel de notre siège de New York la promotion de M. Vieux au rang suivant. Dès que leur réponse sera en main, je vous en informerai.

Je saisis cette occasion de vous remercier de l'intérêt personnel que vous manifestez à la tâche accomplie par les experts des Nations Unies affectés au Ministère de la Fonction publique et du soutien que vous leur avez prêté dans l'exécution de leur travail.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

S. Habib Ahmed
Chef des Opérations civiles

Son Excellence
Monsieur Alois Kabangi
Ministre de la Fonction publique
LEOPOLDVILLE



MINISTÈRE DE LA FONCTION PUBLIQUE

CABINET

(1) N°

Cab. 191.

[Signature]

Réf. N° :

Annexe :

Objet :

Monsieur l'Ambassadeur,

J'ai l'honneur d'attirer votre haute attention sur la situation de Monsieur Serge VIEUX que les Nations-Unies ont bien voulu mettre à ma disposition le 1er septembre 1962 dès son arrivée à Léopoldville.

Depuis quinze mois Monsieur VIEUX travaille auprès de moi et je n'ai eu qu'à me féliciter de sa compétence, de son zèle, de son dévouement. Monsieur VIEUX joint à une grande culture générale des connaissances juridiques extrêmement étendues. Il m'a fourni sur des questions particulièrement délicates, interprétation de textes, parfois aussi importants que la loi fondamentale et les constitutions provinciales, ou solution de problèmes exigeant, outre une parfaite connaissance du droit, le sens des nuances et des contingences politiques, des avis extrêmement précieux.

Monsieur VIEUX ne ménage ni son temps ni sa peine. Il est disponible à toute heure et sacrifie souvent ses "week-end" pour les travaux que je lui confie. Je m'abstiendrai d'énumérer les nombreuses et importantes affaires dont je l'ai chargé ou dont il a pris l'initiative de s'occuper, mais je signale, entre autres secteurs d'activité, que tout ce qui concerne l'Ecole Nationale de Droit et d'Administration, la formation des cadres, l'octroi des bourses, la préparation des stages, lui est attribué.

../..

(1) Rappeler dans la réponse la date et le numéro.

En bref, sans avoir nullement l'intention de desservir ses collègues, je considère comme de mon devoir de dire que je doute qu'il y ait beaucoup d'experts d'une pareille qualité.

J'ai appris que Monsieur VIEUX - il a eu la délicatesse, alors que je le vois constamment, de ne pas m'en souffler mot - sollicitait son reclassement. Des différents experts affectés à la Fonction Publique c'est lui qui se trouve actuellement à l'échelon le plus bas. Il semble que, lors de son engagement, l'on n'ait tenu compte ni de ses diplômes, ni des fonctions qui ont été les siennes avant sa venue à Léopoldville, ni surtout, ce que je suis pleinement à même d'apprécier, de son incomparable valeur professionnelle. Et l'on ne saurait à mon sens, pour ne pas donner droit à la demande de Monsieur VIEUX se retrancher derrière sa jeunesse, car d'autres experts, sensiblement de son âge, dont je ne discute pas d'ailleurs les mérites, ont obtenu d'emblée une classe et un échelon nettement plus élevés, alors que leurs titres, leurs aptitudes professionnelles et plus encore leur dévouement à la cause du Congo ne sont nullement supérieurs aux siens.

Aussi est-ce avec une pleine confiance en votre haute équité que j'insiste tout particulièrement pour que les Nations-Unies donnent la suite la plus favorable à la requête de Monsieur VIEUX et lui accordent une promotion amplement justifiée.

Veillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, l'expression de ma très haute considération.

LE MINISTRE DE LA FONCTION PUBLIQUE,
Alofs KABANGI.

Son Excellence Monsieur Max DORSINVILLE
Chargé de mission des Nations-Unies
au Congo.

CIV.OPS./1719/63

Léopoldville, le 12 décembre 1963

A: Monsieur F. Galy
Conseiller principal de l'Administration publique

De: S. Habib Ahmed
Chef des Opérations civiles

Objet: Demande de Congé
Votre note du 11 décembre.

J'ai pris bonne note de votre désir de partir en congé pour une période allant du 19 décembre 1963 au 5 janvier 1964 afin de visiter votre famille en France, et que vous êtes disposé à supporter vous-même les frais de ce voyage. Dans les circonstances, je suis heureux d'approuver cette demande, et vous renvoie ci-joint les formulaires de demande de congé, dûment signés.

cc: Mr. Schoellkopf

Léopoldville, le II décembre 1963

Monsieur le Chef des Opérations Civiles,

J'ai l'honneur de vous demander de bien vouloir m'autoriser à me rendre en France, pour une ou deux semaines, à la fin de ce mois.

Sans parler des raisons d'ordre familial qui suffiraient à justifier ce voyage, j'ai à régler, à Paris et en province, les unes avant le 31 décembre, les autres dans la première quinzaine de janvier au plus tard, des affaires pour lesquelles ma présence est indispensable.

Je cite, notamment :

acquisition (donc visite) d'un logement pour ma fille aînée, qui s'est récemment mariée; ce qui m'obligera, sans doute, à contracter un prêt hypothécaire;
tractations avec mon propriétaire pour la reconduction de la location de mon appartement;
préparation du renouvellement du fermage d'une propriété située en Rouergue.

Bien que, pour un aussi bref séjour, la dépense soit pour moi importante et que je n'aie pas demandé aux Nations Unies le bénéfice des dispositions en vertu desquelles les experts peuvent faire venir leur famille au lieu d'affectation aux frais de l'Organisation Internationale, je suis disposé à supporter le coût du voyage.

J'ose espérer que rien ne s'opposera à ce déplacement et, avec mes remerciements anticipés, je vous prie d'agréer, Monsieur le Chef des Opérations Civiles, l'expression de ma haute considération.

François Galy

François GALLY

P.S. Du 20 décembre au 5 janvier, si l'on défalque les dimanches, les fêtes et leurs veilles, mon absence, voyage compris, ne serait que de sept jours ouvrables.

27 November 1963.

CIVOPS/1615/63

TO: Mr. W. Galy, Principal Advisor, Public Administration

FROM: A. Gilpin, Deputy Chief, Civilian Operations

SUBJECT: Messrs. Philip Torney and Seamus Gaffney
Candidates for Public Administration

With reference to your request for an interview report on the above mentioned candidates, Headquarters N.Y., have transmitted to us the attached copy of a letter from the Geneva Office concerning Messrs. Philip Torney and Seamus Gaffney, which is self-explanatory.

Headquarters, N.Y., advises that, under the circumstances, they are not, therefore, taking any further action with regard to these candidatures.

You may wish to inform the Minister of "Fonction Publique" of the above.

cc: Mr. G. Falcheri
Mr. V. Trisciuzzi

80-05

AB/rs

27 November 1963.

CIVOPS/1615/63

TO: Mr. F. Galy, Principal Advisor, Public Administration

FROM: A. Gilpin, Deputy Chief, Civilian Operations

SUBJECT: Messrs. Philip Torney and Seamus Gaffney
Candidates for Public Administration

With reference to your request for an interview report on the above mentioned candidates, Headquarters N.Y., have transmitted to us the attached copy of a letter from the Geneva Office concerning Messrs. Philip Torney and Seamus Gaffney, which is self-explanatory.

Headquarters, N.Y., advises that, under the circumstances, they are not, therefore, taking any further action with regard to these candidatures.

You may wish to inform the Minister of "Fonction Publique" of the above.

cc: Mr. G. Fulcheri
Mr. T. Trisciuzzi

ROUTING SLIP

TO

Mr Ahmed 2/4

APPROVAL	NOTE AND RETURN
SEE ME, PLEASE	YOUR COMMENTS
YOUR SIGNATURE	YOUR INFORMATION
NOTE AND FILE	<input checked="" type="checkbox"/> FOR ACTION

In view of his
strong recommendation,
I think we should
support Vienne's
promotion to P.4,
effective 1 Jan. '64.
(His contract runs
to 31 Aug. '64)

DATE

11/12

FROM

accy.

file

Note pour Monsieur GALY à l'appui de ma
demande de reclassement.

I. - J'ai été engagé au grade de P-3/4 en mai 1962, alors que j'étais en poste diplomatique à Bruxelles. Contacté à cet effet par Monsieur Michel CLEMENT, agent du Centre européen des Nations-Unies, je n'ai fait aucune difficulté à accepter le grade proposé, pour la simple raison que j'ignorais tout des conditions de recrutement à l'O.N.U.C., et de la valeur comparée des classes et échelons hiérarchiques au sein de l'organisation. D'ailleurs, ce n'est qu'après avoir accepté officiellement, par câble du 2 Juillet 1962, l'offre de contrat du Siège, que je reçus de New-York (par lettre sous référence PRU/62, datée du 5 Juillet suivant) une communication des règles statutaires en matière d'engagement du personnel. Il était alors trop tard pour rouvrir une discussion avec Monsieur CLEMENT, et je préférerai attendre d'être sur place, d'y avoir donné la mesure de mes possibilités professionnelles, et aussi d'avoir acquis une vue plus complète de la pratique des recrutements d'Experts de l'ONUC, pour reprendre la question avec les Responsables de l'Organisation à Léopoldville. Vous savez d'ailleurs que lors du renouvellement de mon contrat en septembre dernier, j'ai tenu à le signer sous réserve d'un reclassement éventuel, puisqu'aussi bien vous acceptâtes obligeamment, à ce moment-là déjà, d'être l'interprète de ma requête en ce sens auprès de Monsieur G. FULCHERI, Chef-Adjoint du Service du Personnel Civil de l'ONUC.

II. - En ce qui concerne les bases de cette requête, je me limiterai à faire valoir les considérations suivantes :

a). - Qualifications universitaires avant mon entrée au service de l'ONUC :

Ainsi qu'il apparaît dans mon curriculum-vitae joint à la présente, j'ai eu l'opportunité d'effectuer de 1949 à 1951, puis de 1953 à 1959, 8 années d'études supérieures approfondies dans les disciplines juridiques et politiques.

Ces études, tour à tour effectuées en Haïti, en France et en Hollande, ont abouti à l'obtention, outre la Licence en Droit, des 7 diplômes que voici :

- 3 Diplômes d'Etudes Supérieures en Droit, dont 2 D.E.S. pour le Doctorat d'Etat (Paris)
- 1 Diplôme de Journalisme (Port-au-Prince)
- 3 Diplômes en matières internationales (Paris et la Haye).

b). - Qualifications professionnelles avant mon entrée au service de l'ONUC :

A la suite de ces longues études universitaires, il m'a été donné d'exercer pendant trois ans, pour le compte du Gouvernement haïtien, d'importantes fonctions dans le domaine diplomatique et consulaire : Au moment de ma demande de disponibilité à ce gouvernement, j'étais à la fois Premier Secrétaire près la Légation d'Haïti à Bruxelles et Consul Général en cette ville, après y avoir assuré, durant 6 mois, la gestion de la mission, en qualité de Chargé d'Affaires a.i.. En outre, qu'il me soit permis de signaler ici :

1°). - la rapidité des promotions dont j'ai su bénéficier alors, du grade d'Attaché (juillet 1959) à celui de Premier Secrétaire (février 1960), puis de Chargé d'Affaires a.i., comme témoignage de l'appréciation de mon travail par le Ministère des Affaires Etrangères de mon Pays.

2°). - la nature particulière des responsabilités qui étaient les miennes, du fait que le Chef de Mission de la Légation d'Haïti, épouse d'un Chef d'Etat défunt, ayant été désignée à titre purement honorifique à ce poste, c'était au Premier Secrétaire, collaborateur immédiat de ce Chef de Mission, que revenait, en réalité, la charge des services aussi bien diplomatiques que consulaires de la Légation.

c). - Qualifications professionnelles au service de l'ONUC :

Ici plus encore qu'ailleurs, je me sens mal à l'aise pour parler de moi, et pour rappeler le travail accompli au Ministère de la Fonction Publique, en ma qualité d'Expert de l'ONUC. Je ne peux qu'en référer aux deux rapports d'activité du 1er Septembre 1962 au 1er Septembre 1963 que j'ai eu à remettre à Monsieur le Chef des Opérations Civiles, et la description de poste relative à l'orientation de cette activité. Mais je m'en voudrais de ne pas recourir également à votre jugement personnel et impartial sur :

- le nombre, l'importance et l'utilité des travaux qu'il m'a été donné d'effectuer ;
- les efforts déployés et la conscience professionnelle apportée à l'accomplissement de mon travail quotidien ;
- la collaboration active que je n'ai cessé d'apporter aux travaux de la Section, et au renforcement du cadre de travail des Experts qui la composent ;
- la confiance et l'audience particulières dont mes services bénéficiaient auprès du Ministre de la Fonction Publique; de tous les Agents, supérieurs ou subalternes, du Département ; et même de certaines Institutions ou Autorités gouvernementales congolaises extérieures à ce ministère : (à titre d'exemple de ce dernier point : la collaboration qui m'a été demandée, non seulement à l'ENDA, mais en maintes fois, pour des conférences, séminaires etc).

../..

d). - Esprit de ma requête :

Je ne tiens à faire aucune comparaison entre ma situation administrative à l'ONUC et celle qui y est faite à de nombreux Experts de mon âge et ayant, au mieux, les mêmes qualifications. Je voudrais seulement, par un simple calcul, montrer que cette situation n'est guère en rapport avec ce à quoi je pourrais normalement prétendre : Si je devais m'en tenir au grade initial de P 3-5 qui est actuellement le mien, et dans l'hypothèse où mon avancement ne se fût déroulé qu'à l'ancienneté, ce ne serait qu'en septembre 1971 à 41 ans, que je me verrais admis au 1er échelon de la classe 4, et cela malgré les titres universitaires et l'expérience professionnelle dont il a été fait état.

En exposant ce qui précède, ce n'est nullement sur le plan matériel de la rémunération que je place mes doléances. Aussi bien, la différence de quelques échelons qui me sépare de la classe 4 est-elle minime au strict point de vue du salaire. En vérité, la présente requête est inspirée par un souci purement administratif de carrière, et je suis persuadé que les mobiles de mon attitude seront compris, dans l'exacte mesure où l'aspect psycho-social d'une carrière est, plus encore que son aspect pécuniaire, l'un des éléments les plus importants auxquels peut s'attacher un fonctionnaire national ou international.

III. - En conséquence de ce qui précède, je prends donc la liberté de solliciter, sur votre intervention, mon reclassement dans la catégorie des Agents revêtus du grade de P-4 au sein de l'Organisation.

Je souhaiterais me voir accorder l'échelon 3 de cette classe, ce qui me correspond en définitive, au point de vue rémunératoire, qu'au grade de P3-10, c'est-à-dire à 5 échelons supérieurs à celui qui est actuellement le mien.

Qu'il me soit enfin permis de formuler l'espoir que mes qualifications universitaires ou professionnelles, et surtout la manière dont je me suis acquitté de ma tâche au service du Congo et de l'ONUC, seront appréciés comme autant de titres à un reclassement que je crois sûrement mériter.

Serge VIEUX
Expert d'Administration publique
de l'ONUC
Conseiller Technique près le
Ministère de la Fonction Publique
du Gouvernement Central Congolais.

CURRICULUM - VITAE de M. Serge VIEUX

- Né à Paris (France), le 24 Novembre 1931.

I. - DIPLOMES ET DISTINCTIONS UNIVERSITAIRES :

- Etudes Supérieures en Haïti :

1°/- Diplômé de l'Ecole de Journalisme E.E.Bogat (Juillet 1949)

2°/- Licencié en Droit de la Faculté de Droit de Port-au-Prince
(Juillet 1951)

- Etudes Supérieures en France :

1°/- Diplômé d'Etudes Supérieures de DROIT CONSTITUTIONNEL de
la FACULTE DE DROIT et des SCIENCES ECONOMIQUES DE
PARIS. (Doctorat d'Université). Mention Assez Bien : (Juin 1954).

2°/- Diplômé d'Etudes Supérieures de DROIT PUBLIC DE LA
FACULTE DE DROIT et des SCIENCES ECONOMIQUES DE PARIS.
(Doctorat d'Etat en Droit). Mention Assez Bien : (Octobre 1955).

3°/- Diplômé d'Etudes Supérieures de DROIT PRIVE de la FACULTE
DE DROIT et des SCIENCES ECONOMIQUES DE PARIS.
(Doctorat d'Etat en Droit). Mention Bien : (Juin 1957).

4°/- Diplômé de l'INSTITUT D'ETUDES POLITIQUES DE PARIS
(Section des Relations Internationales). Mention Assez Bien
(Juillet 1958).

5°/- Diplômé de l'INSTITUT DES HAUTES ETUDES INTERNATIO-
NALES DE PARIS. Mention Très Bien et Major de Promotion :
(Juillet 1959).

- Etudes Supérieures en Hollande :

Diplômé de l'ACADEMIE DE DROIT INTERNATIONAL
DE LA HAYE : (Août 1959).

II. - EXPERIENCES et FONCTIONS :

- Expériences et Fonctions Universitaires :

1°/- Professeur de Littérature française au COLLEGE D'ENSEI-
GNEMENT SECONDAIRE FRANCK-DEVIEUX, à Port-au-Prince
(HAÏTI). Classe de Seconde : 1952 - 1953.

2°/- Professeur d'Histoire et de Géographie générales au
COLLEGE D'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE FRANCK-DEVIEUX,
à Port-au-Prince (HAÏTI). Classe de quatrième : 1952 - 1953.

- 3°/ - Président de l'ASSOCIATION DES ETUDES INTERNATIONALES, 12, Place du Panthéon, Paris Ve : Décembre 1958 -
Décembre 1959 .
- 4°/ - Chargé de Travaux Pratiques de DROIT INTERNATIONAL à l'ASSOCIATION UNIVERSITAIRE CUJAS de la FACULTE DE DROIT de PARIS : Janvier - Juin 1959.
- 5°/ - MEMOIRE de DROIT INTERNATIONAL sur les "Principes d'Unanimité et de Majorité dans les Organisations Inter-Gouvernementales Contemporains ". Dact. 160 p. INSTITUT DES HAUTES ETUDES INTERNATIONALES, PARIS.
- 6°/ - ETUDES en préparation :
- A - THESE de DOCTORAT D'ETAT EN DROIT sur
"La situation Internationale de Saint-Domingue à la Veille de l'Indépendance : 1788 - 1804. Aspects politiques et juridiques".
- B - OUVRAGE de Relations Internationales et de Droit International sur
"La politique Internationale du Tiers-Monde et son influence sur le Droit des Gens".
- Expériences et Fonctions Diplomatiques :
- 1°/ - Attaché Culturel près la LEGATION D'HAITI en BELGIQUE :
Juillet 1959 - Février 1960.
- 2°/ - Premier Secrétaire près la LEGATION D'HAITI en BELGIQUE et Chargé du CONSULAT D'HAITI à BRUXELLES :
Février 1960 - Août 1961.
- 3°/ - Chargé d'Affaires a.i. de la LEGATION D'HAITI en BELGIQUE :
Novembre 1960 - Avril 1961.
- 4°/ - Président de la DELEGATION SPECIALE de la République d'HAITI aux Cérémonies Officielles du Mariage de S. M. le Roi des Belges (Décembre 1960).

III. - DISTINCTIONS HONORIFIQUES :

- GRAND CROIX de l'ORDRE de LEOPOLD II (Belgique) : Mars 1961.

80-05
ECO 140

52/22

Kenya
CIVOPS/1488

le 6 Novembre 1963

A : M. Abdulatif Sucoar, Directeur par interim,
Bureau de la Coordination Economique

DE : A.C. Gilpin, Chef Adjoint, Operations Civiles

1. A la demande du Secrétaire Exécutif de la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique, j'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint deux exemplaires de sa lettre en date du 10 octobre 1963 par laquelle le Secrétaire Exécutif se propose de réunir les Directeurs de la Fonction Publique des Etats Africains, à Addis Abéba, vers les 13 - 24 juillet 1963. 4

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir transmettre une copie de la lettre du Secrétaire Exécutif au Ministre de la Fonction Publique en lui demandant de bien vouloir nous faire parvenir ses suggestions sur le projet d'ordre du jour pour la Conférence envisagée ainsi que sa réponse de principe quant à sa participation à cette Conférence.

3. Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur par intérim, l'expression de mes sentiments distingués.

cc. M. R.K.A. Gardiner
M. P. Galy



ADDIS ABABA - ETHIOPIA

CABLE: ECA, ADDIS ABABA
P. O. Box 3001
TELEPHONE 47000-47200

DATE le 10 octobre 1963

REFERENCE TA 210/1 (520-1)

Objet: Projet de Conférence africaine des Directeurs de la Fonction publique des Etats africains, prévu à Addis Abéba, 13-24 juillet 1964.

Référence: Rapport final du Cycle d'Etudes sur "Les Problèmes Administratifs urgents des Gouvernements africains" (Addis Abéba 2-11 octobre 1962).

Monsieur le Directeur Général,

J'ai eu l'occasion, depuis ma prise de fonctions à Addis Abéba, de me pencher avec attention sur les problèmes actuels de la fonction publique africaine, auxquels depuis longtemps déjà j'accordais une importance primordiale, notamment sur le point de la formation administrative.

Parallèlement à l'effort que la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique entreprend dans le domaine de l'Administration publique (notamment projet 51-14, Inventaire africain des besoins en formation; et projet de Conférence africaine des Directeurs d'Ecoles Nationales d'Administration, prévue à Addis Abéba, vers les 18 - 29 mai 1964), j'envisage en ce moment la possibilité de réunir les Directeurs de la Fonction Publique des Etats africains, en principe à Addis Abéba, vers les 13 - 24 juillet 1964.

A cette réunion de travail seraient invités également les représentants des organismes ci-après:

- Direction Générale de la Fonction Publique, Paris
- Civil Service Commission, Londres
- U.S. Aid, Washington, et des Fondations américaines
- ONU, Département des Affaires économiques et sociales, Division d'Administration publique

Monsieur le Directeur Général
de la Fonction Publique
Léopoldville
Congo

cc: ✓ Mr. S. Habib Ahmed
Représentant Résident

./..



- 2 -

- UNESCO, Paris
 - B.I.T., Genève
- et éventuellement d'autres autorités compétentes.

Dans le cadre de nos préoccupations actuelles nous verrions les discussions, de préférence, sur le thème suivant:

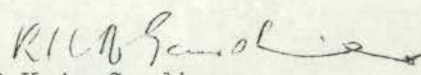
"Problèmes de Gestion des Personnels des Administrations publiques - Structures, modèles, procédures d'action (y compris les problèmes de formation) actuellement existants."

Y seraient examinées les réglementations actuelles, sous un angle aussi pratique et concret que possible. La préparation de manuels d'application et de guides pratiques, destinés aux fonctionnaires chargés de la gestion des personnels (ou l'adaptation, et la refonte des manuels existants), en vue de correspondre aux besoins nationaux, ou sous-régionaux (groupements d'Etats), serait évoquée. Par la suite, pourraient être désignés des experts, chargés de rédiger ou re-écrire lesdits manuels, ou d'établir des cours de formation destinés aux fonctionnaires responsables de la gestion des personnels, conformément aux recommandations de la Conférence.

Il s'agit là simplement de suggestions qui donnent une idée de nos préoccupations actuelles. Sans aucun doute, d'autres sujets africains d'intérêt existent, sur lesquels je serais heureux d'avoir votre opinion.

Il me serait agréable de connaître, avec vos suggestions, votre réponse de principe, quant à votre participation à cette Conférence, à laquelle j'attache une grande importance, en vue des développements présents et futurs des ressources administratives de l'Afrique.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur Général, l'assurance de ma haute considération.


R.K.A. Gardiner
Secrétaire exécutif

**UNITED NATIONS
ECONOMIC COMMISSION FOR AFRICA**



**NATIONS UNIES
COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE**

ADDIS ABABA - ETHIOPIA

CABLE: ECA, ADDIS ABABA
P. O. Box 3001
TELEPHONE 47000-47200

DATE 1e 10 Octobre 1963

REFERENCE TA 210/1 (520-1)

Objet: Projet de Conférence africaine des Directeurs d'Ecoles Nationales d'Administration

Référence: Réunion de travail d'Experts en Administration publique,
14 - 17 mai 1963, UNESCO, Paris.

Monsieur le Directeur,

Pour faire suite aux entretiens des 14 - 17 mai 1963 au cours desquels la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique avait examiné les conditions de lancement d'un inventaire des ressources, et besoins en formation administrative des Etats africains, j'ai l'honneur de vous informer que nous envisageons actuellement, parallèlement à cet effort d'inventaire et de coopération, la possibilité d'une Conférence africaine des Directeurs d'Ecoles Nationales d'Administration, à Addis Abéba, vers les 18 - 29 mai 1964.

Les besoins en Fonctionnaires qualifiés des Etats africains ont été, déjà à diverses reprises, signalés comme étant prioritaires (cf. notamment Rapport final du Cycle d'Etudes d'Addis Abéba, sur les problèmes administratifs urgents des Gouvernements africains du 2 au 11 octobre 1962) pour qu'il soit nécessaire que j'en souligne à nouveau l'importance auprès de vous.

C'est pourquoi j'estime qu'il serait opportun, en réunissant les Directeurs des établissements qui s'occupent de la formation des fonctionnaires africains, d'essayer de systématiser et coordonner l'effort de perfectionnement actuellement entrepris, en vue d'obtenir un meilleur rendement d'ensemble.

Monsieur le Directeur
Ecole Nationale de Droit et d'Administration
Léopoldville
Congo

cc: Mr. S. Habib Ahmed
Représentant Résident

INFO. COPY *Brooks 222*

Action To.....

File No.



Dans notre esprit, il s'agirait d'harmoniser dans la mesure du possible les programmes, et le plan de travail que je proposerais à ladite Conférence, s'articulerait à peu près comme suit:

1. Buts généraux, et réalisations à l'actif des Ecoles Nationales d'Administration (et autres Centres de formation), définition de leurs programmes face aux besoins présents et futurs;
2. Coordination et harmonisation des programmes de formation sur une base régionale, ou sous-régionale;
3. Plan d'action en vue d'une expansion massive des moyens de formation;
4. Organisation de cours supérieurs de perfectionnement (en supplément) en Administration publique au niveau universitaire,
5. Formation spécialisée dans les domaines ci-après:
 - (a) Fiscalité, (b) Contrôle budgétaire d'exécution; (c) Douanes;
 - (d) Administration et collectivités locales; (e) Organisation et Méthodes;
 - (f) Gestion des Personnels et Formation; (g) Marchés publics de travaux, fournitures, services etc.
6. Mise sur pied d'un appareil de coordination d'ensemble;
7. Documentation; Manuels d'application; Guides pratiques, etc.

Il s'agit simplement de suggestions, qui donnent une idée de nos préoccupations actuelles. Il y a sans aucun doute, d'autres sujets d'intérêt sur lesquels je serais heureux d'avoir votre opinion.

Notre intention est d'inviter à cette Conférence, outre les Directeurs des Ecoles Nationales d'Administration, les représentants:

- du Ministère de la Coopération, Paris
- du Department of Technical Cooperation, Londres
- de l'U.S. Aid (Washington), et des Fondations américaines
- de l'UNESCO; du B.I.T.
- et d'autres organismes intéressés.



- 3 -

Il me serait agréable de connaître, avec vos suggestions, votre réponse de principe, quant à votre participation à cette Conférence, à laquelle j'attache une grande importance, en vue du développement présent et futur des ressources en formation de l'Afrique.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le **Directeur**, l'expression de ma plus haute considération.

R. K. A. Gardiner
R. K. A. Gardiner
Secrétaire exécutif

80-05

30 October

3.

THROUGH: Mr. Trisciozzi

Headquarters, New York (Personnel-Civilian Operations)
Public Administration

..... We enclose completed P. 11 in respect of Mr. Bertrand
Adrien (Haïti) who had applied directly for a post under
the Public Administration.

..... You will also find enclosed the comments of Mr. F. Galy,
Senior Consultant, Public Administration, on the suitability
of this candidate. Under the circumstances, you may wish to
include Mr. Adrien's name on your list of reserve candidates.

OCT 31

cc: Mr. A.C. Gilpin
Mr. F. Galy

INFO. COPY 232

To:.....

No.

80-05

10 October

3.

THROUGH: Mr. Trisciuzzi

Headquarters, New York (Personnel-Civilian Operations)

Public Administration (your 102/4)

Mr. Jean Scokart is presently employed by the Congolese Government. We, therefore, feel there is no point in pursuing his candidature further in view of the general rule which does not encourage recruitment, as UN experts, of persons already employed by the Congolese Government.

cc: Mr. A.C. Gilpin / *my* *VBZ*

80-05

CIVOPS/1381/63

10 October 1963.

TO: Mr. F. Galy, Acting Senior Consultant, Public Administration
FROM: A.C. Gilpin, Deputy Chief, Civilian Operations
SUBJECT: Mr. Jean Scokart - Candidate for Public Administration

.....

Please find enclosed exchange of correspondence between the Minister of Fonction Publique and Mr. Ahmed concerning the above-mentioned candidate which is self-explanatory.

These papers were forwarded to Hq. NY. for their consideration. We are now informed that they are unable to take any action on Mr. Scokart's candidature as they do not have his present address.

Since we understand that Mr. Scokart is presently employed by the Congolese Government, we are advising Hq. NY. not to pursue Mr. Scokart's candidature further. This is in line with the general rule of United Nations of not engaging, as UN experts, persons already employed by the Congolese Government.

We would appreciate your kindly informing the Minister of Fonction Publique accordingly.

cc: Mr. G. Fulcheri
Mr. T. Trisciuzzi

WV
g.d.

1. 1. 1970
2. 1. 1970

1. 1. 1970
2. 1. 1970

1. 1. 1970
2. 1. 1970

1. 1. 1970
2. 1. 1970

1. 1. 1970
2. 1. 1970

1. 1. 1970
2. 1. 1970

1. 1. 1970
2. 1. 1970

1. 1. 1970
2. 1. 1970

1. 1. 1970
2. 1. 1970

1. 1. 1970
2. 1. 1970

1. 1. 1970
2. 1. 1970

1. 1. 1970
2. 1. 1970

1. 1. 1970
2. 1. 1970

80-05 AB/JP

CIVOM/1381/63

10 October 1963.

TO: Mr. F. Cely, Acting Senior Consultant, Public Administration
FROM: A.C. Gilpin, Deputy Chief, Civilian Operations
SUBJECT: Mr. Jean Scokart - Candidate for Public Administration

.....
Please find enclosed exchange of correspondence between the Minister of Fonction Publique and Mr. Ahmed concerning the above-mentioned candidate which is self-explanatory.

These papers were forwarded to Hq. NY. for their consideration. We are now informed that they are unable to take any action on Mr. Scokart's candidature as they do not have his present address.

Since we understand that Mr. Scokart is presently employed by the Congolese Government, we are advising Hq. NY. not to pursue Mr. Scokart's candidature further. This is in line with the general rule of United Nations of not engaging, as UN experts, persons already employed by the Congolese Government.

We would appreciate your kindly informing the Minister of Fonction Publique accordingly.

cc: Mr. G. Fulcheri
Mr. T. Trisciuzzi

UN Doc. S/19000
 1967, 1968, 1969

1. The Commission has been established by the Security Council in its resolution of 1960, and has since that time been working to bring about a peaceful settlement of the Congo crisis.

2. The Commission has been working to bring about a peaceful settlement of the Congo crisis. It has been working to bring about a peaceful settlement of the Congo crisis. It has been working to bring about a peaceful settlement of the Congo crisis. It has been working to bring about a peaceful settlement of the Congo crisis.

3. The Commission has been working to bring about a peaceful settlement of the Congo crisis. It has been working to bring about a peaceful settlement of the Congo crisis. It has been working to bring about a peaceful settlement of the Congo crisis. It has been working to bring about a peaceful settlement of the Congo crisis.

4. The Commission has been working to bring about a peaceful settlement of the Congo crisis. It has been working to bring about a peaceful settlement of the Congo crisis. It has been working to bring about a peaceful settlement of the Congo crisis. It has been working to bring about a peaceful settlement of the Congo crisis.

Edgeworth

1967, 1968, 1969

1967, 1968, 1969

1967, 1968, 1969

1967, 1968, 1969

1967, 1968, 1969

1967, 1968, 1969

80-05

8 Octobre 1963

A : Mr. S. Habib Ahmed, Chef des Opérations Civiles
DE : F. Galy, Conseiller principal, Administration Publique

Giebin 232

J'ai l'honneur de vous adresser le budget-programme de 1964/65, établi par le Bureau de Coordination Economique, avec une nouvelle note de présentation, le Ministre de la Fonction Publique ayant relevé dans la première un certain nombre d'inexactitudes.

Au début de septembre M. Suocar, alors chargé de centraliser les différents programmes m'avait laissé entendre que l'on disposait d'un délai jusqu'au milieu du mois. La préparation de missions d'information d'étudiants dans les provinces et surtout la question des "organigrammes" des départements ministériels du Gouvernement Central, que le Ministre de la Fonction Publique entendait régler le 20 au plus tard, ne m'ont malheureusement pas permis de remettre le document susvisé à la date prévue.

Lorsque j'ai demandé à M. Barakat si, depuis l'arrêt du recrutement des experts, le projet-programme pour 1964/65 présentait encore quelque intérêt et s'il était par conséquent vraiment nécessaire de refondre la note de présentation, il m'a répondu qu'il était trop tard pour transmettre le projet à New York, mais qu'il ne serait néanmoins pas inutile d'évaluer les besoins de la section de l'administration publique; besoins que l'amélioration de la situation financière des Nations Unies permettra peut-être un jour de satisfaire.

Avant de soumettre ou non - car ce n'est sans doute plus indispensable - la note et les tableaux à l'agrément du Ministre de la Fonction Publique, j'ai pensé que je me devais de solliciter votre accord sur une note de présentation sensiblement différente de la précédente.**

* transmis le 25 juillet 1963 par les Opérations civiles au Ministre de la Fonction Publique.

** ce que j'écris (page 5, IV, nécessité du maintien de l'assistance) au sujet de la distinction des services consultatifs et des services d'exécution, à son tour jusqu'à nouvel ordre sans objet, est évidemment en contradiction avec le tableau récapitulatif où les experts sont répartis entre ces deux catégories.

PRESENTATION ET BUDGET DES PROJETS 1964/65

Projet No. 80-05 - Administration publique

I. Section de l'administration publique et bureau d'études

Lors de l'accession du Congo à l'Indépendance, le nombre des Congolais diplômés de l'Université ou anciens élèves des écoles secondaires était fort réduit. Il y avait peu de fonctionnaires nationaux susceptibles d'occuper les postes supérieurs et de direction, et même intermédiaires (chefs de bureaux, rédacteurs), dans la nouvelle Administration.

C'est pourquoi les Nations Unies ont-elles proposé au Gouvernement de la République de Léopoldville de mettre à sa disposition des experts dont les connaissances juridiques ou l'expérience administrative pouvaient faciliter la tâche des ministres et de leurs services.

Des premiers mois de 1961 à la fin de juin 1962 il n'y avait que deux experts d'affectés au Ministère de la Fonction Publique, dont un seulement appartenait à l'ONU. Cependant une section dite de l'administration publique avait pu être constituée par les Opérations Civiles car on avait alors groupé sous la direction de l'expert de l'ONU chargé des relations avec la Fonction publique, des professeurs de l'ENDA* et des techniciens de la police relevant des Nations Unies.

En juillet 1962 deux nouveaux experts de l'ONU destinés à la Fonction Publique arrivaient à Léopoldville, mais l'un d'eux seulement demeurait réellement affecté à ce ministère, le second ayant été réaffecté par le Premier Ministre.

Ce n'est qu'il y a six mois environ, avec l'envoi à Léopoldville d'un quatrième expert de l'ONU pour l'administration publique, coïncidant avec la venue d'un technicien belge recruté directement par lui, que le Ministre de la Fonction Publique a constitué, en réunissant auprès de lui, la plupart des experts attribués à son ministère, un bureau d'études dont dès novembre 1962 il avait adopté le principe.

* Ecole Nationale de Droit et d'Administration, établissement public, dont le Ministre de la Fonction Publique est à la fois le Président du Conseil d'administration et le tuteur.

Au 31 août les experts du bureau d'études étaient au nombre de six, quatre appartenant à la section de l'administration publique des Nations Unies, un expert fourni par le gouvernement français (actuellement en congé) et le technicien belge ausvisé.

Deux autres experts en administration publique, qui n'ont jamais été associés aux travaux du bureau d'études, figuraient également sur les états de l'administration Publique, ceux dont on vient de dire qu'ils étaient, l'un placé auprès d'un directeur du Ministère de la Fonction Publique, l'autre mis à la disposition du Premier Ministre.

Si les techniciens de la police ne paraissent plus sur les états de la section de la fonction publique, il en est différemment des experts de l'ONU qui enseignent à l'ENDA. Comme précédemment les techniciens de la police, ils font l'objet d'un projet distinct annexé à celui de la section de l'administration publique, où professeurs, lecteurs, assistants, sont en subsistance, si l'on peut s'exprimer ainsi.

En bref si le bureau d'études qui joue auprès du Ministre de la Fonction Publique le rôle de conseil juridique administratif et technique, comprend en majorité des experts de l'ONUC, il ne se confond pas pour autant avec la section de l'administration publique.

II. Activité des experts

Les experts de la section de l'administration publique, collaborant étroitement avec les autres techniciens du bureau d'études qui n'appartiennent pas à l'ONU, ont entrepris ou été chargés d'innombrables travaux qui portent sur tout ce qui a trait à l'administration et à la fonction publiques.

Les experts de l'ONU ont ainsi élaboré un projet de statut de la fonction publique qui, sur certains points, à la demande du Conseil des Ministres ou sur instructions du Ministre de la Fonction Publique a dû être amendé. C'est essentiellement à un technicien qui ne relève pas de l'ONU, mais fait partie du bureau d'études, qu'a été confié le soin d'étudier et de rédiger les dispositions nouvelles. Le projet définitif, après avoir été approuvé par le Conseil des Ministres, a été signé le 13 juillet dernier par le Chef de l'Etat. Il n'a pas encore été publié au Moniteur Congolais.

Les experts de l'ONUC ont non seulement été associés aux travaux qui devaient aboutir à l'adoption du statut général ausvisé et à ceux qui se poursuivent actuellement pour sa modification, mais certains d'entre eux ont été chargés d'établir des statuts spéciaux pour des corps particulièrement importants comme celui des agents des Affaires Etrangères.

Les experts de l'ONU ont eu à étudier la réorganisation du Ministère de la Fonction Publique, département ministériel qui, au sein de l'administration centrale, bénéficie d'une situation particulière, à raison du fait que son ministre est en quelque sorte l'héritier du secrétaire général du Gouvernement général qui, coiffait les directions générales et directions qui, avec l'Indépendance ont donné naissance aux ministères actuels.

Les experts de l'ONU, spécialement l'un d'entre eux, se sont occupés du statut de l'Ecole Nationale de Droit et d'Administration, de l'organisation des stages des élèves en cours d'études. Cet expert, à qui la formation et le perfectionnement des élèves de l'ENDA et des cadres de l'administration ont été confiés, a été également chargé de l'affectation des nouveaux diplômés congolais de l'enseignement supérieur (Université de Lovanium, Institut des Hautes Etudes d'Outre-mer de Paris, etc.). Il est, à ce titre, en relations constantes tant avec le Secrétaire général et le Directeur des études de l'ENDA, qu'avec le ministère congolais des Affaires Etrangères et les Ambassades des Etats qui coopèrent actuellement le plus avec la République du Congo pour la formation des futurs administrateurs (Belgique, France, etc.). C'est ainsi que ce technicien est, par voie de conséquence, appelé à intervenir pour tout ce qui concerne l'attribution des bourses et la condition des boursiers.

Si l'expert de l'ONU précédemment chargé de la section de l'administration publique a eu fréquemment à s'occuper de la question des structures administratives, aussi bien de l'administration centrale que des provinces, et a effectué un certain nombre de missions à l'intérieur du pays, c'est à l'expert du Gouvernement français que, jusqu'à une date récente devait revenir le soin de préciser les attributions respectives des différents ministères, de leurs services, centraux ou extérieurs, et de déterminer les effectifs indispensables. Rôle d'autant plus ingrat que chaque remaniement ministériel remet tout en question et que d'autre part nombre de ministres n'admettent pas volontiers l'intervention du ministre de la Fonction Publique, dont la compétence en la matière a cependant été confirmée par le Premier Ministre.

Depuis la mi-juillet c'est l'expert de l'ONU à qui la section de l'administration publique est présentement confiée, qui a repris la question dite des "organigrammes" et a été chargé de mettre au point la constitution d'une commission interministérielle, dont le Premier Ministre dans une circulaire à tous ses collègues du Cabinet, en date du 23 juillet 1963, a annoncé la création. Il appartiendra à cette commission d'élaborer un plan de réorganisation de l'Administration du Congo dans son ensemble (Gouvernement central, Ministères et Services provinciaux, etc.).

Pour en revenir aux activités de la section de l'administration publique au Ministère de la Fonction Publique, si les études relatives à l'administration provinciale sont moins avancées et nombreuses que celles qui ont été effectuées pour l'administration centrale, elles n'ont cependant pas été négligées.

De bonne heure des rapports ont été consacrés au délicat problème de la répartition des compétences entre le Gouvernement central et les autorités provinciales (nombre de clauses, des articles 219 et 220 de la Loi fondamentale du 19 mai 1960 qui cependant énumèrent en détail les matières ressortissantes exclusivement respectivement au pouvoir central ou au pouvoir provincial, soulevant des difficultés d'interprétation), à l'"articulation" des services extérieurs de l'administration centrale et des services proprement provinciaux, à la création de services "inter - ou polyprovinciaux". Les résolutions de la Conférence des Présidents des gouvernements provinciaux, tenue au début de l'année, qui portent notamment sur ces problèmes, ont été suivies de commentaires écrits que l'on doit à un expert de l'ONU. Ajoutons que plusieurs projets d'organigramme-type pour les ministères provinciaux ont été établis depuis 1961.

Pour ne pas allonger indéfiniment la liste des travaux et recherches concernant l'administration des provinces, bornons-nous à signaler que les membres du Bureau d'études dont deux experts de l'ONU (spécialement l'un d'entre eux) ont organisé des enquêtes en province afin de connaître aussi exactement que possible l'organisation réelle de leurs services, singulièrement des ministères, recenser les effectifs et les besoins de divers ordres (personnel, matériel, documentation, etc.) des administrations provinciales.

Absorbés par des travaux urgents et d'importance majeure (élaboration et révision du ou des statuts, pourparlers avec les ministères pour la détermination de leurs structures et leurs effectifs, affectation des nouveaux diplômés, organisation du stage des secrétaires généraux en Belgique, entre autres) les experts de l'ONU ne pouvaient procéder eux-mêmes aux enquêtes. Elles ont été confiées à des étudiants de l'ENDA, pour qui des sementes de tournée ont dû être établis, commentés, et une documentation de base réunie. Des enquêtes de même nature, dont l'initiative revient, soit à des professeurs de Lovanium, soit à l'ENDA, tout particulièrement au Directeur des études, et dont des diplômés ou des étudiants de troisième année ont été chargés, ont été organisées avec le concours actif d'experts de l'ONU qui se sont attachés, sur tous les plans, à les faciliter et sans qui certaines d'entre elles n'auraient pu être entreprises.

Un statut cadre pour les fonctionnaires et agents provinciaux est enfin à l'étude, mais les experts de l'ONU ne seront vraisemblablement pas les seuls à l'élaborer.

III. Objectifs

L'objectif ou les objectifs du présent projet se résument en une phrase : poursuivre sans relâche et sur tous les plans l'œuvre entreprise. Il est donc inutile d'énumérer de nouveau les multiples domaines - ils ont été indiqués sous les précédentes rubriques - où l'activité des experts de l'ONU affectés à la Fonction Publique, de concert avec d'autres techniciens, le secrétaire général et le directeur des études de l'ENDA, et différents fonctionnaires congolais, doit continuer à s'exercer. Il ne faut pas oublier que la République du Congo vient à peine de célébrer son troisième anniversaire, que la création ~~Constitutionnelle~~ ou reconstitution d'une administration, œuvre de longue haleine, qui dans certains pays a demandé des siècles, en est à ses débuts.

IV. Nécessité du maintien de l'assistance

Sans qu'il soit besoin d'insister davantage, de répéter ce qui a été dit et redit, la nécessité du maintien de l'assistance est manifeste.

Si la distinction entre les services consultatifs et les services d'exécution peut valoir pour d'autres secteurs, en ce qui concerne l'administration publique elle semble prématurée ou du moins devrait être conçue autrement.

Elle ne pourrait, dans l'immédiat, être admise que si les Nations Unies pouvaient fournir au Congo un nombre considérable d'experts. Non seulement le Ministre de la Fonction Publique devrait être doté d'une dizaine au minimum de conseillers juridiques et administratifs, mais il conviendrait aussi d'en fournir aux différentes administrations centrales et aux gouvernements provinciaux, qui les uns et les autres en ont également grand besoin.

Quant aux experts des services d'exécution, il est impossible d'évaluer dès maintenant le nombre de ceux qui seraient nécessaires. Leur rôle consisterait non seulement à assister, mais à doubler, voire à suppléer, les fonctionnaires congolais des administrations centrales et provinciales. En ne tenant compte que des postes de commande ou d'une certaine importance, des centaines d'experts seraient nécessaires. La question de leur insertion dans la hiérarchie administrative congolaise est d'ailleurs des plus délicate. Il semble non moins difficile de leur donner autorité sur des agents congolais que de les placer sous les ordres de chefs de service nationaux. C'est pourquoi la formule "OPHX", qui vaudrait apparemment uniquement pour les experts de cette catégorie, devrait être étudiée de très près avant d'être adoptée.

Il serait donc préférable, tant que la mise au point des structures des administrations centrales et provinciales ne sera pas terminée, ni les besoins des services provinciaux entièrement recensés (l'opération est en cours), de ne prévoir qu'une seule catégorie d'experts pour le Ministère de la Fonction publique, les autres départements ministériels du Gouvernement central et les gouvernements provinciaux, tous conseillers en administration publique générale.

V. Formation

Les fonctionnaires congolais, associés (pour la plupart d'entre eux théoriquement) à l'action des experts en matière d'administration, doivent continuer à bénéficier d'une formation en cours d'emploi - qui n'en est malheureusement qu'à ses débuts - susceptible de leur permettre de se charger ultérieurement de certaines tâches que les experts des Nations Unies, ou autres assument actuellement.

La "formation" des fonctionnaires du Gouvernement central, même si l'on parvenait à l'accélérer et à la pousser davantage et donnait en conséquence de meilleurs résultats, ne suffirait évidemment pas si les fonctionnaires des provinces n'en bénéficiaient pas aussi. Un effectif d'experts beaucoup plus important que celui que prévoit le projet pour 1964/65 serait par conséquent indispensable. Du moins pendant 2 ou 3 ans. Ce n'est pas avant 1966, en effet, que les élèves diplômés de l'Ecole Nationale de Droit et d'Administration, dont la promotion oscillera entre 240 et 300, pourront être intégrés dans les cadres de l'administration centrale et provinciale. C'est en 1966 également que l'on peut espérer que plusieurs étudiants diplômés de la Faculté de Droit et des Sciences politiques et sociales de l'Université Lovanium opteront pour la Fonction publique.

Divers pays, dont la Belgique, la Bulgarie, la Chine, les Etats-Unis, la France, Israël, l'Italie, les Pays-Bas, la Pologne, la République arabe unie, la Suisse, la Tchécoslovaquie et la Tunisie, ont offert depuis 1960 quelque 1500 bourses à long ou à court terme pour études à l'étranger. Sur ce nombre environ 380 étaient réservées aux étudiants qui entendaient se spécialiser en droit administratif et approfondir leurs connaissances pour tout ce qui concerne l'administration et les domaines connexes. 220 de ces 380 boursiers devaient en principe avoir terminé leurs études et être revenus au Congo en 1962, les 160 autres n'étaient pas attendus avant 1963-1966. Il convient de préciser qu'en vertu du statut de la Fonction publique adopté par le Chef de l'Etat en juillet dernier, les boursiers, aussi bien que les diplômés de l'ENDA et de Lovanium, ne peuvent accéder à la Fonction publique qu'après avoir subi avec succès les épreuves d'un concours. D'autre part, en ce qui concerne les boursiers, la question de l'homologation des diplômes qu'ils ont obtenus à l'étranger, n'est pas encore résolue.

VI. Assistance fournie par les Gouvernements belge et français

Le 8 avril 1963 l'effectif du personnel belge mis à la disposition d'organismes, ministères et services techniques du Gouvernement central était de 237; les services desservis comprenaient notamment ceux du Parlement, de la Justice, de l'Intérieur, des Finances, des Affaires économiques, du Commerce extérieur, de la Planification et de la Coordination, de la Défense nationale, des Affaires étrangères, de l'Information et de la Fonction publique. En outre, 527 techniciens belges avaient été envoyés dans les anciennes provinces de Léopoldville, de l'Equateur, Orientale, du Kivu, du Katanga et du Kasai, où ils étaient affectés à des organes et des services provinciaux, notamment aux assemblées et présidences des provinces, aux ministères de l'Intérieur, aux administrations territoriales (67, dont 42 au Katanga), aux services de la défense, de la Police, des prisons, des finances, des douanes, de l'information et de la fonction publique. En outre, il y avait 55 juges belges dont 10 attachés au Gouvernement central, 35 travaillant au Katanga et les autres dans les anciennes provinces de Léopoldville, de l'Equateur et Orientale.

Rappelons enfin que c'est un expert dont les services ont été fournis par le Gouvernement belge qui a pris la plus grande part à l'élaboration du nouveau statut de la Fonction publique, et que c'est un expert envoyé par le Gouvernement français qui jusqu'en juillet s'est occupé des questions d'organisation administrative, essentiellement des "structures" du Gouvernement central. Comme il a été dit au début de cette note, sans faire partie de la section de l'administration publique de l'ONU, ils collaborent tous les deux étroitement avec les conseillers des Nations Unies affectés au Ministère de la Fonction Publique.

Exercice 1963
Programme
Assistance demandée par le Gouvernement
Exercice 1964
Exercice 1965

(a) Services consultatifs			
Expert en matière de	1	1	1
Formation du personnel	1	1	1
Organisation et méthodes	1	1	1
Administration du	2	2	2
Personnel	4	4	4
Total			
	4	4	4
(b) Services d'exécution			
Export en matière			
d'administration			
publique			
Cabinet du Premier	2	2	2
Ministère			
Ministère de la			
fonction publique	6	6	6
Gouvernement pro-			
vinciaux (2 experts			
pour chacune des			
21 provinces)	-	42	42
Total	8	50	50
Total Général	12	54	54

PROJET DE BUDGET ANNUEL POUR 1964

TITRE: Administration Publique, Services Consultatifs et d'Exécution

NO. DU PROJET: 39-80-05

Catégories de Services	No. de Postes Prévis	Experts	Bourses		Matériel et Fournitures	Frais Opérationnels		Dépenses Totales Prévises (E.U.\$)
			au Congo	à l'étranger		Voyages à l'intérieur du Congo	Divers	
Services consultatifs	4	83,500	-	-	-	-	-	83,500
À verser en F.C.		24,000	-	-	-	-	-	24,000
À verser en devises		59,500	-	-	-	-	-	59,500
Services d'Exécution	50	873,500	-	-	-	18,000	2,500	894,000
À verser en F.C.		324,000	-	-	-	18,000	2,500	344,500
À verser en devises		549,500	-	-	-	-	-	549,500
Services de Formation	-	-	-	-	-	-	-	-
À verser en F.C.		-	-	-	-	-	-	-
À verser en devises		-	-	-	-	-	-	-
TOTAL GENERAL	54	957,000	-	-	-	18,000	2,500	977,500
À verser en F.C.		348,000	-	-	-	18,000	2,500	368,500
À verser en devises		609,000	-	-	-	-	-	609,000

PROJET DE BUDGET ANNUEL POUR 1965

NO. DU PROJET: 39-80-05

TITRE: Administration Publique, Services Consultatifs et d'Exécution

<u>Catégories de Services</u>	<u>No. de Postes Prévus</u>	<u>Experts</u>	<u>Bourses</u>		<u>Matériel et Fournitures</u>	<u>Frais Opérationnels</u>		<u>Dépenses Totales Prévue (E.U.\$)</u>
			<u>au Congo</u>	<u>à l'étranger</u>		<u>Voyages à l'intérieur du Congo</u>	<u>Divers</u>	
Services Consultatifs	4	83,500	-	-	-	-	-	83,500
A verser en F.C.		24,000	-	-	-	-	-	24,000
A verser en devises		59,500	-	-	-	-	-	59,500
Services d'Exécution	50	873,500	-	-	-	18,000	2,500	894,000
A verser en F.C.		324,000	-	-	-	18,000	2,500	344,500
A verser en devises		549,500	-	-	-	-	-	549,500
Services de Formation	-	-	-	-	-	-	-	-
A verser en F.C.		-	-	-	-	-	-	-
A verser en devises		-	-	-	-	-	-	-
TOTAL GENERAL	54	957,000	-	-	-	18,000	2,500	977,500
A verser en F.C.		348,000	-	-	-	18,000	2,500	368,500
A verser en devises		609,000	-	-	-	-	-	609,000

80-05

CIVOPS/1337/63

2 October, 1963.

TO: Mr. F. Galy, Acting Senior Consultant,
Public Administration

FROM: A.C. Gilpin, Deputy Chief, Civilian Operations

SUBJECT: Mr. Ugo Casparri - Candidate for Public Administration

.....

In accordance with your recent request for an interview report on above-mentioned candidates, Hq. NY. have transmitted to us the enclosed copy of a note from the Geneva Office, which is self-explanatory.

You will note that Mr. Casparri's knowledge of French is inadequate and furthermore, he is not interested in a post in the Congo. Under these circumstances, his name has been deleted from the list of candidates for Public Administration in the Congo.

You may wish to inform the Minister of "Fonction Publique" of the above.

cc: Mr. G. Fulcheri
Mr. T. Trisciuzzi

UNITED NATIONS
ORGANIZATION IN THE CONGO

UNITED NATIONS

UNITED NATIONS ORGANIZATION IN THE CONGO

UNITED NATIONS

UNITED NATIONS ORGANIZATION IN THE CONGO

UNITED NATIONS

UNITED NATIONS ORGANIZATION IN THE CONGO

UNITED NATIONS ORGANIZATION IN THE CONGO

UNITED NATIONS ORGANIZATION IN THE CONGO

UNITED NATIONS ORGANIZATION IN THE CONGO

UNITED NATIONS ORGANIZATION IN THE CONGO

UNITED NATIONS ORGANIZATION IN THE CONGO

UNITED NATIONS ORGANIZATION IN THE CONGO

UNITED NATIONS ORGANIZATION IN THE CONGO

Congo Public Administration
Chrono

Ugo GASPARRI

cc: T.A.R.S., N.Y.
Mr. El Haj

NOTE FOR FILE

- 1) Mr. Ugo Gasparri, in whom Headquarters is interested for a public administration post in the Congo, has inadequate French for lecturing, but could probably manage day-to-day professional conversations.
- 2) He is not interested in the Congo, but would consider offers for other areas.
- 3) Cable No. 3089 from Mr. El Haj refers.

11th September 1963;

Gordon Menzies

1962 10 10

1962 10 10

1) 1962 10 10 1962 10 10 1962 10 10

1962 10 10 1962 10 10 1962 10 10

2) 1962 10 10 1962 10 10 1962 10 10

1962 10 10 1962 10 10 1962 10 10

1962 10 10 1962 10 10 1962 10 10

3) 1962 10 10 1962 10 10 1962 10 10

1962 10 10 1962 10 10 1962 10 10

1962 10 10 1962 10 10 1962 10 10

1962 10 10 1962 10 10 1962 10 10

1962 10 10 1962 10 10 1962 10 10

80-05

CIVOPS/1338/63

2 October, 1963.

TO: Mr. F. Ealy, Acting Senior Consultant,
Public Administration

FROM: A.C. Gilpin, Deputy Chief, Civilian Operations

SUBJECT: Mr. Jules A. Camelbeke - Candidate for Public
Administration

.....

Please find enclosed exchange of correspondence between the Ministry of Foreign Affairs and Mr. Ahmed concerning the above-mentioned candidate, which are self-explanatory.

These papers were forwarded to Hq. NY. with the request that Mr. Camelbeke be contacted and a curriculum vitae obtained in order to ascertain his suitability for one of the vacant posts in Public Administration.

We have now been informed by Hq. NY. that it was not possible to contact Mr. Camelbeke owing to his change of address and the inability of the Belgian National Committee to obtain his new address.

You may wish to enquire from the Ministry of Fonction Publique whether Mr. Camelbeke's new address is available with them, in which case we would appreciate your kindly transmitting it to us, as soon as possible.

cc: Mr. G. Fulcheri
Mr. T. Trisciuzzi

80-05

CIVOPS/1337/63

2 October, 1963.

TO: Mr. F. Galy, Acting Senior Consultant,
Public Administration

FROM: A.C. Gilpin, Deputy Chief, Civilian Operations

SUBJECT: Mr. Ugo Gasparri - Candidate for Public Administration

.....

In accordance with your recent request for an interview report on above-mentioned candidates, Hq. NY. have transmitted to us the enclosed copy of a note from the Geneva Office, which is self-explanatory.

You will note that Mr. Gasparri's knowledge of French is inadequate and furthermore, he is not interested in a post in the Congo. Under these circumstances, his name has been deleted from the list of candidates for Public Administration in the Congo.

You may wish to inform the Minister of "Fonction Publique" of the above.

cc: Mr. G. Fulcheri
Mr. T. Trisciuzzi

262

80-05

CIVOPS/1330/63

2 October, 1963.

TO: Mr. F. Galy, Acting Senior Consultant,
Public Administration

FROM: A.C. Gilpin, Deputy Chief, Civilian Operations

SUBJECT: Mr. Jules A. Camelbeke - Candidate for Public
Administration

.....

Please find enclosed exchange of correspondence between the Ministry of Foreign Affairs and Mr. Ahmed concerning the above-mentioned candidate, which are self-explanatory.

These papers were forwarded to Hq. NY. with the request that Mr. Camelbeke be contacted and a curriculum vitae obtained in order to ascertain his suitability for one of the vacant posts in Public Administration.

We have now been informed by Hq. NY. that it was not possible to contact Mr. Camelbeke owing to his change of address and the inability of the Belgian National Committee to obtain his new address.

You may wish to enquire from the Ministry of Fonction Publique whether Mr. Camelbeke's new address is available with them, in which case we would appreciate your kindly transmitting it to us, as soon as possible.

cc: Mr. G. Fulcheri
Mr. T. Trisciuzzi

262

